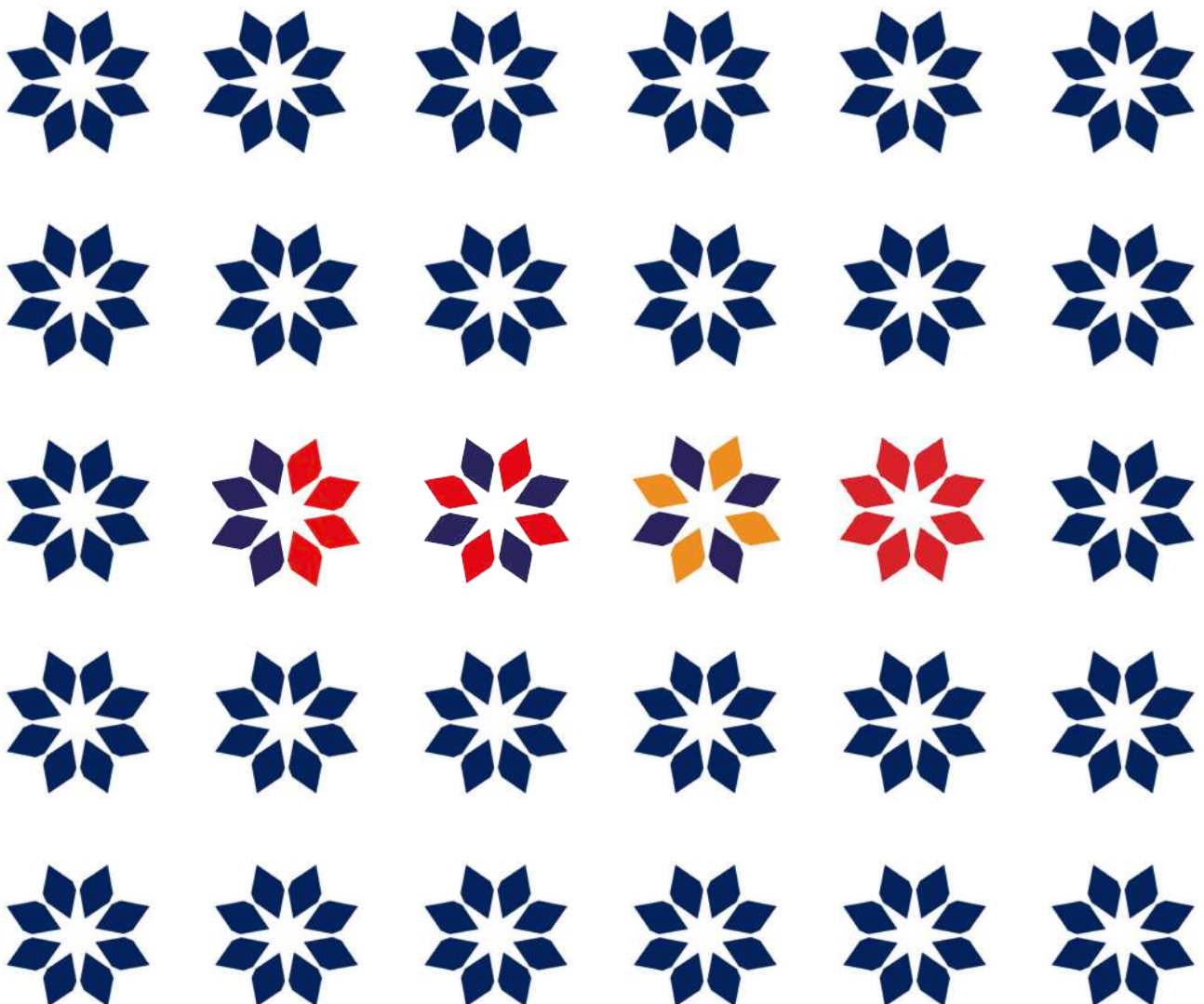




FONDATION
FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE



Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux
et de ses cultures, mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

Chers amis,

Au nom de la Fondation France-Asie et de Nouveaux Regards sur l'Asie, nous tenons à adresser nos remerciements à toutes celles et tous ceux qui, par leurs idées, leurs réflexions et leur enthousiasme, ont contribué à enrichir les contenus de notre publication bilingue et mensuelle tout au long de cette année 2025.

Alors que l'année se termine, nous nous réjouissons de poursuivre cette aventure collective avec vous. Nous espérons vous retrouver encore plus nombreux en 2026 pour continuer ensemble à explorer la richesse et la diversité du continent asiatique.

Un immense merci pour votre confiance et votre lecture fidèle.

Très belles fêtes à chacune et chacun d'entre vous.

L'équipe éditoriale.

AGENDA

9 décembre

Forum Track 2 France-Chine à Paris

Créé en 2018, le Track 2 France Chine est une initiative conjointe de la France China Foundation (FCF), chapitre Chine de la Fondation France-Asie, et de l'Institut des Affaires étrangères du peuple chinois (CPIFA). L'objectif est d'échanger à huis clos sur les relations entre la France et la Chine, pour une meilleure compréhension mutuelle. La réunion se déroule en deux temps : un état des lieux de la relation entre la Chine et la France, dans le contexte européen et international dans un premier temps, puis une discussion approfondie sur la coopération face au défi climatique dans un deuxième temps.

Plus d'information sur le site de la
Fondation France-Asie
fondationfranceasie.org

Pour participer aux événements, écrire à
contact@fondationfranceasie.org

SOMMAIRE

p.3 Éditorial.

par Jean-Raphaël Peytregnet,
Directeur de la publication et ancien
diplomate.

p.6 Actualités asiatiques.

par Pierre Haski,
Journaliste pour France Inter.

p.8 Du rock au « tangping », la jeunesse chinoise face aux mutations sociales.

avec Catherine Capdeville-Zeng
Anthropologue, sinologue, professeure à
l'Inalco.

p.14 Takaichi Sanae, Première ministre du Japon : la nouvelle donne politique.

par Yves Carmona,
Ancien diplomate.

p.18 Regards croisés : deux visions pour une nouvelle gastronomie.

avec Manon Fleury & Kazuyuki Tanaka,
Chefs étoilés et Young Leaders France-
Japon 2025.

p.23 Découvrir le Vietnam contemporain à travers l'art du documentaire.

avec François Bibonne,
Auteur, réalisateur et producteur de
documentaires.



Jean-Raphaël Peytregnet

Directeur de la publication, ancien diplomate

ÉDITORIAL

Le temps est loin (1967) où l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ne regroupait que 5 pays : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Dans la Déclaration de Bangkok [1], texte fondateur de l'Association, ceux-ci exprimaient leur solidarité pour contrer, sans l'exprimer clairement, l'expansion communiste à leurs propres frontières, avec la bénédiction des États-Unis hantés par « la théorie des dominos » qui leur faisait craindre un phénomène de contagion s'étendant à toute l'Asie [2].

Cette crainte se révéla infondée d'autant que l'ex-Union soviétique disparaissait de l'échiquier mondial en 1991, autorisant alors l'ASEAN à s'élargir jusqu'à atteindre un doublement du nombre de ses membres : Brunei (1984), Vietnam (1995), Laos et Birmanie (1997), Cambodge (1999), porté à 11 avec l'arrivée du Timor Leste (Oriental), admis à l'occasion du 28ème Sommet de l'ASEAN (26-28 octobre) à Kuala Lumpur, assumant en cette année 2025 la présidence tournante de l'Association.

Visant une intégration économique comparable à celle de l'Union européenne, tout en respectant la souveraineté nationale d'États membres aussi disparates que le Vietnam, le Laos, la Birmanie et le Cambodge, l'ASEAN est aujourd'hui (2024) l'organisation régionale la plus importante d'Asie du Sud-Est avec un PIB cumulé d'environ 3 800 milliards de dollars US pour une population totale de quelque 700 millions d'habitants.

Les désormais 11 pays qui la composent font de l'Association la troisième plus grande économie d'Asie et la cinquième dans le monde (en

termes de PIB nominal) derrière les États-Unis, la Chine, l'Allemagne et le Japon.

De par son énorme potentiel mais aussi de son importance géostratégique dans la région, l'ASEAN est aujourd'hui devenue l'un des principaux terrains de l'affrontement que se livrent les deux grandes puissances économiques et militaires mondiales.

En 2018, lorsque la première administration Trump imposa des droits de douane massifs à la Chine, Pékin contourna l'obstacle en mettant en place sa stratégie « China Plus One », dite de « transbordement », consistant à délocaliser une partie de sa production vers certains pays d'Asie du Sud-Est. Le fait est que des pays comme le Vietnam, la Thaïlande, la Malaisie et le Cambodge connurent à la suite un afflux conséquent d'investissements et d'activités manufacturières chinois.

Bien décidée à mettre fin à cette pratique de contournement, l'administration Trump II menaçait ces pays le 2 avril 2025 (« Liberation day ») de hausses tarifaires prohibitives, en particulier le Cambodge (49 %), le Laos (48 %), la Thaïlande (36 %) et le Vietnam (46 %), tous quatre principalement visés pour être les principaux réceptacles des produits chinois réexportés vers les États-Unis.

Après une série d'intenses négociations, la plupart des pays d'Asie du Sud-Est ont obtenu la confirmation à Kuala Lumpur d'un chiffre bien inférieur à la menace initiale (aux alentours de 19 %, sauf le Laos et la Birmanie, tous deux taxés



à 40 %), non sans devoir consentir au titre de partenaires stratégiques (Indonésie, Malaisie, Singapour, Vietnam) ou de pays alliés des États-Unis (Philippines, Thaïlande) un certain nombre de concessions économiques à Washington... assorties de la menace pour les pays concernés de revenir à la case départ au cas où ils reviendraient sur leur engagement de fermer leur porte au voisin chinois [3].

Cette attention non désintéressée de Donald Trump pour la région a, du même coup, été marquée par sa participation, après huit années d'absence, au dit Sommet [4]. Celui-ci lui a entre autres permis, en lieu et place de l'ASEAN dont cela aurait pourtant dû être le rôle, de se mettre une nouvelle fois en vedette en s'affichant à la signature d'un accord de paix entre le Cambodge et la Thaïlande, dont il revendiquait la paternité comme pour le précédent entre l'Inde et le Pakistan [5].

Le Premier ministre Narendra Modi aura quant à lui brillé par son absence due, à en croire les explications du Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim, aux cinq jours de célébrations de la fête des Lumières (Divali) requérant sa présence dans son pays... Mais n'ayant aussi sans doute toujours pas digéré la hausse tarifaire américaine de 50 % en rétorsion de ses achats de pétrole russe.

À en croire d'autres échos, la participation de Donald Trump au Sommet de Kuala Lumpur avant qu'il ne s'envole pour une visite officielle au Japon, aurait aussi été conditionnée à l'exclusion de tout responsable chinois (partenaire de dialogue à l'ASEAN, au même titre que la Corée du Sud et le Japon), au motif que Pékin n'avait joué aucun rôle dans les négociations entre Bangkok et Phnom Penh, en revanche facilitées par l'entremise de la Malaisie.

Le Sommet de Kuala Lumpur a aussi donné l'occasion à Washington d'annoncer une première parade à la nouvelle mesure annoncée par Pékin le 9 octobre de soumettre à autorisation toute exportation d'un article produit à partir de terres rares chinoises, via la conclusion avec la Malaisie d'un protocole d'accord (MOU) sur les minéraux critiques « qui conduira à une expansion du commerce et des investissements [entre les deux pays] dans ce domaine, notamment dans l'exploration, l'extraction, le raffinage, la fabrication, la récupération et le recyclage [...] et contribuera à diversifier les chaînes d'approvisionnement mondiales en minéraux critiques. » [6]

Un MOU du même type sera signé avec la Thaïlande [7], et le lendemain, à Tokyo, avec le Japon (ainsi qu'avec l'Ukraine et l'Australie plus tôt) [8].

Pendant ce temps, la Chine, par la voix de son Premier ministre Li Qiang, s'est fait le chantre d'un « commerce libre et ouvert » en concluant une fois le dos de Trump tourné le « CAFTA 3.0 » (China ASEAN Free Trade Agreement), troisième grande mise à niveau de l'accord de libre-échange avec les pays membres de l'Association portant sur 9 domaines : économie numérique, économie verte et durabilité, connectivité des chaînes d'approvisionnement, normes techniques et conformité, concurrence et protection du consommateur, PME et innovation, commerce et développement inclusif, commerce des services modernisé et coopération douanière et facilitation des échanges.

Cet accord se superpose à l'IPEF (Indo-Pacific Economic Framework for Prosperity) conclu par les États-Unis avec 13 pays, dont 7 pays d'Asie du Sud-Est (à l'exception de la Birmanie, du Cambodge et du Laos, pays les plus proches de Pékin), ayant pour but de consolider la présence américaine dans la zone Asie-Pacifique, et d'offrir à ces pays une alternative à la Chine de plus en plus influente dans la région.

On le voit bien, l'Asie du Sud-Est est aujourd'hui plus que jamais le terrain d'un affrontement entre les deux grandes puissances économiques de la planète. Et si le cœur des pays d'Asie du Sud-Est continue de balancer entre la Chine (commerce) et les États-Unis (sécurité), un rapport publié le 3 avril, résultat d'un sondage mené par l'ASEAN Studies Center (ASC), montrait tout de même que sur la question de l'alignement stratégique, 52,3 % des interrogés donnaient leur préférence à Washington plutôt qu'à Pékin (47,7 %), si la région était contrainte de choisir [9].

Cette faible marge souligne une nouvelle fois le délicat équilibre que l'ASEAN doit maintenir, là où pour ces pays l'interdépendance économique avec la Chine s'oppose aux considérations de sécurité que seuls les États-Unis sont en théorie susceptibles d'assurer dans la région. Mais pour combien de temps encore ?

[1] <https://agreement.ASEAN.org/media/download/20140117154159.pdf>

[2] La « Théorie des dominos » fut formulée par le président Dwight D. Eisenhower lors de sa conférence de presse du 7 avril 1954 : "Finally, you have broader considerations that might follow what you would call the 'falling domino' principle. You have a row of dominoes set up, you knock over



the first one, and what will happen to the last one is the certainty that it will go over very quickly. So you could have a beginning of a disintegration that would have the most profound influences.”

[3] « OTR : How Southeast Asia negotiated lower US tariffs », Asia Media Center, 7 August 2025, <https://www.asiamediacentre.org.nz/otr-how-southeast-asia-negotiated-lower-us-tariffs>; <https://www.whitehouse.gov/fact-sheets/2025/10/fact-sheet-president-donald-j-trump-secures-peace-and-prosperity-in-malaysia/>

[4] <https://www.whitehouse.gov/gallery/president-donald-trump-attends-the-ASEAN-summit-at-the-kuala-lumpur-convention-center/>

[5] Le « Kuala Lumpur Peace Accord » signé le 26 octobre 2025 à Kuala Lumpur, au moment du 47e sommet de l'ASEAN, reste néanmoins fragile, divers incidents ayant eu lieu depuis des deux côtés de la frontière khméro-thaïlandaise.

[6] <https://www.whitehouse.gov/fact-sheets/2025/10/fact-sheet-president-donald-j-trump-secures-peace-and-prosperity-in-malaysia/>

[7] <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/2025/10/memorandum-of-understanding-between-the-government-of-the-united-states-of-america-and-the-government-of-the-kingdom-of-thailand-concerning-cooperation-to-diversify-global-critical-minerals-supply-chain/>

[8] <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/2025/10/united-states-japan-framework-for-securing-the-supply-of-critical-minerals-and-rare-earths-through-mining-and-processing/>

[9] <https://www.iseas.edu.sg/centres/ASEAN-studies-centre/state-of-southeast-asia-survey/the-state-of-southeast-asia-2025-survey-report/>

.

Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France puis à l'aide au développement au titre d'expert international de l'UNESCO au Laos (1988-1991), Jean-Raphaël PEYTREGNET a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021) puis enfin Conseiller spécial du Directeur d'Asie-Océanie (2021-2023).



Pierre Haski
Journaliste

Actualités asiatiques

Géopolitique, un podcast offrant un regard sur l'actualité internationale.

Par Pierre Haski sur France Inter

14 novembre - La Chine s'en prend à la nouvelle première ministre japonaise, « sorcière diabolique ».

Pour avoir dit qu'une attaque chinoise contre Taïwan serait une « menace existentielle » pour Tokyo, la première ministre japonaise Sanae Takaichi fait l'objet d'une violence campagne hostile en Chine. Il ne faut jamais très longtemps pour que les différends entre la Chine et le Japon prennent le chemin de l'escalade, avec insultes et tensions politiques.

▶ [Écouter le podcast](#)

27 novembre - Quand le président taïwanais mange des sushis pour soutenir Tokyo contre Pékin.

Pour avoir dit qu'une attaque chinoise contre Taïwan constituerait une « menace existentielle » pour le Japon, la première ministre japonaise encourt les foudres de Pékin depuis trois

semaines. Le président de Taïwan, Lai Ching-te, s'est fait filmer en train de manger un plat de sushis japonais, avec un large sourire.

▶ [Écouter le podcast](#)

3 décembre - Les pièges à éviter pour Emmanuel Macron en Chine.

Emmanuel Macron entame ce 3 décembre une visite d'État en Chine à dimension « stratégique » selon l'Élysée. Mais le président devra éviter plusieurs pièges qui vont du positionnement de l'Europe face aux deux géants du XXI^{ème} siècle, Chine et États-Unis, à la question de Taïwan. Il ne peut être seulement question de déficit commercial ou de levée des restrictions sur le Cognac : tout est sur la table, l'Ukraine, Taïwan et le Japon, Donald Trump et l'ordre international à rebâtir.

▶ [Écouter le podcast](#)

Pierre Haski

Journaliste français, ancien correspondant en Afrique du Sud, au Moyen-Orient et en Chine pour l'Agence France Presse (AFP) puis pour le journal *Libération*, cofondateur du site d'information *Rue89*, Pierre HASKI est président depuis 2017 de l'association Reporters sans frontières. Depuis 2018, il pose un regard sur la politique internationale au travers de son émission matinale "Géopolitique" diffusée sur France Inter.

**15 mars
2026**



DÉCOUVERTE DE L'ANTIQUITÉ ET RENOUVEAU DES ARTS | 1786-1955

MU
SÉE
CER
NU
SCHI



Avec le soutien de :
**Société des Amis
du Musée Cernuschi**

ARKÉO

ARCHÉOLOGIA

BeauxArts

Le Parisien

PARIS
MUSEES



Catherine Capdeville-Zeng
Anthropologue, sinologue, professeure
à l'Inalco

Entretien Nouveaux Regards

Du rock au « tangping », la jeunesse chinoise face aux mutations sociales.

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Vous avez réalisé dans le cadre de votre doctorat de 3^{ème} cycle une enquête de terrain en Chine, au tout début des années 90, qui portait sur l'étude du phénomène de l'apparition et de la structuration de la musique rock en Chine. Pourquoi vous être intéressée à ce sujet en particulier précisément à cette période ?

Catherine Capdeville-Zeng : Je suis arrivée comme étudiante en Chine en 1982, et y suis restée jusqu'en 1989. J'habitais à Pékin et quand j'ai voulu me spécialiser en anthropologie sociale, j'ai cherché un sujet qui soit réalisable compte tenu du contexte socio-politique qui régnait à l'époque. Il se trouve qu'il existait à ce moment-là à Pékin des groupes chinois de musique rock, un style musical pour lequel j'éprouvais personnellement de l'intérêt, et ce milieu était assez ouvert pour y mener une enquête de terrain approfondie. Mais encore, l'apparition de cette musique en Chine m'apparaissait intéressante pour essayer de comprendre les mutations de la société chinoise à ce moment-là.

Pour quelles raisons la jeunesse chinoise à cette époque s'est-elle approprié cette forme d'expression musicale venue des pays occidentaux ?

Il faut se replacer dans le contexte de la Chine de l'époque qui sortait à peine des dix années

de chaos qu'avait entraîné la Révolution culturelle de 1966 à 1976.

Deux années après, le nouveau dirigeant de la Chine, Deng Xiaoping, engageait une politique de réformes et d'ouverture. On assiste alors à une période d'effervescence où s'exprime une aspiration extrêmement forte de la jeunesse chinoise à plus de liberté, à connaître tout ce qui venait de l'étranger, après plus de trente années de « fermeture ». C'est dans un tel contexte que surgit en Chine la musique rock.

Des groupes se sont alors formés avec l'idée de créer une nouvelle forme de musique, de devenir autonomes en organisant des concerts et en vivant des recettes commerciales que ceux-ci leur procuraient.

C'est en 1986 que commence à se produire sur scène Cui Jian qui deviendra par la suite une célébrité avec son groupe. Il y avait à l'époque une quinzaine de groupes musicaux qui se partageaient la scène.

En vous lisant, on comprend que le rock chinois s'est distingué de son cousin occidental en



intégrant des éléments de la culture et de la pensée chinoises pour former deux formes de groupes distincts. L'un « impérial » inspiré de la tradition légiste, l'autre « holiste » s'opposant au premier, et se reconnaissant dans la tradition confucéenne. C'est une analyse intéressante. Pouvez-vous l'expliquer à nos lecteurs qui ne sont pas nécessairement au fait de la culture et de la pensée chinoises ?

Ces groupes ont en effet adapté cette nouvelle forme musicale venant de l'Occident à la culture chinoise, ayant eux-mêmes pratiqués auparavant des instruments traditionnels chinois, comme par exemple la flûte traversière en bambou *dizi*, le *suona*, une sorte de hautbois, différentes percussions chinoises ou encore la cithare *guzheng*, etc.

Dans mon travail de recherche, j'ai été amenée à élaborer des catégories, de nouveaux concepts à partir de mes observations et de mes rencontres avec ces musiciens sur un laps de temps assez long. J'ai constaté qu'ils opposaient dans leurs discours deux formes principales et distinctes de groupes d'une manière assez frontale dans la façon de produire et d'interpréter leurs chansons. D'où ces deux catégories, le chanteur Cui Jian étant celui qui était à cette époque mais aussi encore aujourd'hui le plus respecté, y compris au sein de son groupe. Il était considéré un peu comme un empereur.

Cette description est peut-être un peu forte mais il y avait un peu de cela. Il avait une grande aura, qui perdure encore aujourd'hui. En conduisant mes recherches, j'ai essayé de réfléchir sur les structures de ces groupes en les rattachant aux grands courants de la pensée chinoise, selon la façon dont ils s'exprimaient sur scène et dans leurs interprétations.

La deuxième forme de groupe était appelée par les musiciens par l'adjectif chinois *zhengti*, désignant un corps social très communautaire, que j'ai traduit par « holiste » ; cette forme de groupe s'appuie plutôt sur la tradition confucéenne largement inclusive mais toujours fortement hiérarchisée.

Vous exprimez plus loin l'idée selon laquelle la jeunesse se serait ensuite détournée du rock qu'incarnait une star comme le chanteur Cui Jian, pour accorder sa préférence à des chansons de variétés plus douces à l'oreille et surtout apolitiques. Cela procède-t-il des transformations des mentalités dans une Chine triomphante sur le plan de sa puissance économique, et devenue de la sorte moins revendicative sur le plan des aspirations démocratiques qu'exprimaient cette

jeunesse à l'époque où vous conduisiez vos recherches vous menant à ce doctorat ?

Il faut se rappeler le coup d'arrêt brutal porté en 1989 par le régime à la jeunesse chinoise qui aspirait à plus de liberté et de démocratie. Les années qui avaient précédé ce mouvement de protestation étaient relativement « libres ».

Ensuite le contrôle politique sur la population s'est beaucoup resserré, les groupes de musique rock ont eux aussi été contrôlés, en se voyant frapper d'interdictions, de censure.

On n'a ensuite plus vraiment entendu publiquement de musique rock à un tel niveau, puis peu à peu dans les années 2000 sont apparus de nouveaux styles de musiques populaires inspirés de ce qu'on entendait à l'étranger, le punk, le disco, le rap qui est aujourd'hui très en vogue. Mais toutes ces musiques restent extrêmement contrôlées par le pouvoir. La musique rock existe toujours mais de manière plus discrète.

Il me semble que le rock était une manière pour la jeunesse, tout au moins en Occident, d'exprimer une sorte de révolte contre la société ?

Pour ce qui concerne la Chine, je n'emploierais pas le mot « révolte ». Les médias occidentaux ont vu chez elle l'expression d'une dissidence. C'est un terme que j'ai toujours rejeté. La jeunesse chinoise a tout de même profité des réformes qui étaient mises en place et n'ont jamais exprimé de demandes politiques.

Mais il est aussi vrai que ces jeunes avaient des idées précises. Les paroles de leurs chansons pouvaient être extrêmement fortes, exprimant un désir de liberté, d'exister. Tout simplement un désir d'être soi-même. Leurs chansons n'avaient pas de tonalité politique directe, à part peut-être « un morceau de tissu rouge » interprété par Cui Jian. Elles exprimaient plutôt un problème existentiel, comme sa chanson la plus connue « *yi wu suo you* » (je ne possède rien).

Est-ce comparable au mouvement existentialiste en Europe, avec les groupes musicaux qui jouaient à Saint-Germain-des-Prés ?

Je ne pense pas qu'ils en aient eu une connaissance très approfondie. Après la fin de la Révolution culturelle en 1976, il y avait chez eux ce souhait extrêmement fort de tenter d'être dorénavant maître de leur destin, de se construire, de se développer par eux-mêmes sans qu'on leur dicte une conduite à tenir, comme cela est le cas dans une société



communiste. Il y a certainement des similitudes avec ce qui s'est produit en Occident, quand une société en se développant s'ouvre tout d'un coup, forcément des idées nouvelles apparaissent ainsi que des désirs nouveaux.

Que traduit aujourd'hui chez les jeunes chinois ce mouvement appelé « tangping » (rester couché) ? Que veulent-ils exprimer à travers cette posture ?

C'est l'expression d'un mal être. On parle beaucoup en Occident de la puissance économique de la Chine. C'est oublier que la société chinoise connaît pourtant d'énormes problèmes sociaux.

Beaucoup de jeunes se sentent entravés dans cette société où il n'est pas permis de s'exprimer librement ni de faire avancer les choses.

Cette posture chez eux est une sorte de cri de désespoir, un signe d'abandon, de mise en retrait par rapport à la société, un refus du mariage comme d'avoir des enfants, un refus de consommer à outrance, de travailler 15 heures par jour...

Existe-t-il aujourd'hui en Chine une génération Z, comme celle-ci s'est exprimée récemment parfois de façon violente dans plusieurs pays d'Asie du Sud et du Sud-Est ?

C'est absolument impossible sous le régime politique chinois actuel. Mais les jeunes disposent d'autres moyens pour s'exprimer, par exemple il y a des films qui sont extrêmement bien faits par des jeunes cinéastes chinois. Il y a quand même des choses qui arrivent à être publiées, et des initiatives comme des jeunes urbains qui vont essayer d'aller vivre à la campagne, par exemple.

Si le gouvernement garde un contrôle étroit sur la jeunesse, il demeure quand même une vitalité intacte chez beaucoup de jeunes. La Chine est un pays de tous les extrêmes.

La sinologue et l'anthropologue que vous êtes s'est beaucoup intéressée à Fei Xiaotong (1910-2005), considéré comme l'un des fondateurs de la sociologie et de l'anthropologie chinoises. L'homme est peu connu en Occident. Pouvez-vous nous parler de son approche et de l'influence qu'il a pu exercer en Chine comme en Occident ?

Fei Xiaotong fait partie de la première génération des sociologues et anthropologues chinois qui ont commencé à se former dans les

années 1920-30-40, donc avant le changement de régime intervenu en Chine en 1949. Ceux de sa génération ont été formés principalement à l'école anglo-saxonne. Beaucoup d'étudiants chinois sont allés étudier à l'étranger à ce moment-là, aux États-Unis notamment. Le choix de Fei Xiaotong s'est porté sur l'Angleterre où il a étudié auprès du grand anthropologue de l'époque, Bronislaw Malinowski.

Au cours de sa carrière, il a produit plusieurs ouvrages extrêmement importants dont celui que j'ai fait traduire et publier aux Presses de l'Inalco, *Aux racines de la société chinoise*.

Il s'agit d'un ouvrage théorique qui essaie de poser les bases du fonctionnement de la société chinoise, de décrire ses structures sociales. Il voyait bien l'état de déliquescence de la société à cette époque et a donc essayé de réfléchir aux moyens d'y remédier. C'était un réformateur, mais non un révolutionnaire.

Au moment de la « Libération » en 1949, il a pourtant choisi de rester en Chine quand d'autres se sont exilés à l'étranger. Il a alors été intégré comme de nombreux intellectuels de son époque dans des unités de travail réorganisées et dirigées par le Parti. Puis, dans les années 1950, les sciences humaines ont été considérées comme « bourgeoises » et bannies des universités. De nombreux spécialistes ont alors été missionnés pour étudier la situation des peuples minoritaires dans les confins de la Chine. Fei Xiaotong n'était pas communiste.

Lors du « mouvement des cent fleurs » en 1957, il a exprimé publiquement des critiques sévères sur les premières années de l'exercice du pouvoir par le gouvernement, ce qui lui a valu ensuite d'être taxé de « droitiste », déchu de toutes ses fonctions, et régulièrement critiqué et attaqué en public. Il n'a été réhabilité qu'avec les Réformes, après la fin 1978.

Si vous vous rendez à l'Université de Pékin dans le département de sociologie, vous y trouverez une stèle commémorative à son nom. Il est considéré en Chine comme l'un des premiers et des plus grands anthropologues de son pays. C'est en effet l'un des plus célèbres, ses ouvrages ont vraiment eu une influence importante dans la compréhension des structures de la société chinoise.

Il a aussi beaucoup collaboré avec le gouvernement dans la mise en place des nouvelles réformes dans le monde rural, avec l'abandon des communes populaires et



l'amélioration des conditions de vie du monde paysan dans les années 1980.

Dans vos travaux de recherche sur cet érudit, vous racontez les difficultés que vous avez -vous-même rencontrées pour publier celui qui fut donc en son temps un activiste social de renom dans son pays. Ces difficultés tenaient, si j'ai bien compris, au fait qu'une certaine censure venant de Chine s'est exercée sur la présentation que vous souhaitiez faire des travaux de Fei Xiaotong dans leur traduction en langue française.

Je me suis rendue compte que si on voulait publier ce livre en français, il fallait absolument une préface pour introduire l'auteur et sa biographie, le contexte, etc. Sans celle-ci il me semblait difficile pour des lecteurs non sinologues de comprendre sa pensée profonde. Je me suis heurtée dans la rédaction de cette préface aux collaborateurs chinois de ce projet, et notamment à la maison d'édition chinoise qui disposait des droits d'auteur, tous jugeant inappropriées certaines phrases que j'avais écrites.

Ce livre avait été déjà traduit en 1992 par des collègues américains, mais ceux-là n'avaient pas bien restitué en anglais les deux concepts principaux de son œuvre, rendant ainsi ceux-ci incompréhensibles. Il était certes lu dans cette version, mais seulement par un petit cercle de lecteurs. C'est pour cela que j'ai désiré le traduire en français, en expliquant bien ces notions pour les faire connaître, au-delà du seul cercle des sinologues, au grand public.

Ce penseur chinois explique dans son ouvrage que la société chinoise est une société de relations, de statuts, où l'égalité n'existe pas, où jamais une personne ne peut être l'égale de l'autre. Il y a le poids familial, le poids des coutumes, etc. Il me semble que l'Occident aurait moins commis d'erreur d'appréciation si ses acteurs politiques ou commerciaux avaient été mieux au fait de la façon dont fonctionne la société chinoise, et ils auraient peut-être moins conçu d'espairs sur son évolution à venir vers une démocratisation rapide induite par le développement économique.

Quelles sont ces notions qu'explique Fei Xiaotong dans son œuvre ?

Il oppose en quelque sorte l'Occident qui serait « individualiste » et la structure chinoise qui serait, elle, fondée sur « la distinction des statuts ». Une structure donc très fortement hiérarchisée.

Dans son ouvrage *Aux racines de la société chinoise*, Fei Xiaotong établit, si je vous ai bien lue, une comparaison entre les modèles occidentaux et chinois. Au modèle « collectif » occidental, il oppose un modèle chinois de « l'ordre des distinctions de statuts ». Il oppose encore une forme d'égoïsme existant en Chine sur le plan individuel et des groupes sociaux (famille, État) à l'individualisme occidental où seraient promues les valeurs d'égalité, d'autonomie et le principe d'universalité incarné dans le christianisme et l'appareil judiciaire garant de la protection des droits. Cette analyse reste-t-elle pertinente dans nos sociétés aussi bien chinoises qu'occidentales dans les évolutions qu'elles ont connues depuis ?

Oui, en Chine, le statut reste absolument essentiel. Cela dit, il a changé un peu de contenu puisqu'aujourd'hui la richesse, le niveau économique, financier, sont devenus primordiaux.

Cela vient en totale contradiction avec par exemple les lettrés d'autrefois qui s'adonnaient à l'étude pour s'ouvrir l'esprit dans une recherche de la connaissance et pour lesquels l'atteinte à un niveau financier élevé n'était pas premier. La structure sociale chinoise est fondée sur cette hiérarchie de statut, mais il y a quand même des voix différentes qui pouvaient aussi se manifester.

On peut les trouver dans certaines pratiques par exemple du taoïsme ou du bouddhisme. Il y a aussi des pratiques que certains sinologues ont appelé « égalitaires », par exemple les rotations de postes dans les associations, où chacun va tour à tour en prendre la direction.

Cette structure sociale est donc plus ou moins rigide, et peut être assouplie en fonction de certaines circonstances. La révolution communiste a voulu changer cet état de fait mais elle s'est heurtée au poids des traditions, des valeurs, des idées. Les classes sociales existent toujours, de manière différente bien sûr par rapport à autrefois. Être cadre du Parti communiste, c'est exercer une forme de pouvoir sur les autres.

On est toujours là en présence d'une société très hiérarchisée. Toutes les sociétés au fond se doivent d'être hiérarchisées peu ou prou, la question est de savoir quels sont les degrés de souplesse qu'il peut y avoir ou pas.

À mes yeux, la société chinoise actuelle est encore plus hiérarchisée que celle d'autrefois, car il n'y a aucune voie de sortie autre que celle



proposée par le Parti, si l'on veut participer à la vie sociale.

Alors, la seule solution est par exemple de rester couché, « tangping », c'est-à-dire de n'avoir aucune activité publique. C'est se retirer du monde, un peu comme les ermites taoïstes des temps passés.

D'une certaine manière, il n'est pas non plus possible que ce soit pour la Chine ou pour d'autres pays de faire complètement table rase du passé, surtout lorsqu'il s'agit d'une société ancienne assise sur une longue tradition lettrée pour le pays qui nous intéresse ?

Il y a quand même des évolutions bien évidemment. Une question sur laquelle je travaille c'est d'essayer de comprendre si le poids des ancêtres est toujours présent. Le culte des ancêtres est un aspect extrêmement important de la structure sociale d'avant 1949, non seulement au niveau des systèmes de parenté, mais aussi des systèmes religieux.

Cependant aujourd'hui, il n'y a plus un culte des ancêtres tel que les Chinois le concevaient auparavant. Quand vous entrez dans un appartement dans une ville en Chine, vous n'y trouvez plus d'autel des ancêtres. Bien sûr, il y a sans doute la photo du grand-père défunt mais est-ce que c'est la même chose que l'ancien culte des ancêtres ? Autrefois, il existait en outre des grands cultes collectifs, des grandes réunions de lignages qui ont complètement disparu dans les villes, et aussi dans de nombreuses campagnes.

Comme l'enregistrement des membres de la famille sur un registre généalogique (jiapu) déposé dans le temple des ancêtres du village natal de la parenté paternelle ?

Oui, bien sûr. De même s'agissant du rang de succession (*chuanzibei*) ou nom de génération qui était jadis indiqué par un sinogramme placé immédiatement après le patronyme. Ce nom de génération indiquait à tous la façon de se comporter vis-à-vis des anciens et des jeunes, la hiérarchie de statut de parenté était fondée en grande partie sur cet élément.

J'ai lu dans ce que vous expliquiez qu'il s'est trouvé des anthropologues occidentaux célèbres, en particulier français, tels Maurice Godelier ou Joël Thoraval, qui ont manifesté certains désaccords avec les analyses de Fei Xiaotong. Sur quoi portaient ces désaccords et étaient-ils selon vous fondés ?

Il est normal qu'il y ait des sujets de discussion entre les anthropologues. Comme je vous l'ai dit, Fei Xiaotong a été l'élève de Malinowski. Dans les années 1930 celui-ci était l'un des plus célèbres anthropologues, et considéré comme le créateur d'un courant qui a été appelé le « fonctionnalisme ». Ensuite, alors que la Chine se refermait sur elle-même, est né le courant du structuralisme qui s'est exprimé en France, et notamment dans le domaine de l'anthropologie.

Notre tradition actuelle en anthropologie est donc issue du structuralisme qui voulait justement dépasser le fonctionnalisme. Fei Xiaotong est resté en Chine, et pendant 20 à 30 ans, il n'a plus été en contact avec les milieux scientifiques occidentaux, et n'a donc pas pu développer ses premières propositions scientifiques. Ensuite dans les années 1980, les anthropologues qu'il a pu rencontrer, ceux que vous avez cité pour les Français, lui ont collé cette image de fonctionnaliste qui est réductrice à mon sens parce que si vous lisez bien son livre, Fei Xiaotong emploie aussi le mot « structure ». Son ouvrage décrit la structure sociale chinoise.

Certes, le structuralisme n'existait pas encore quand *Aux racines de la société chinoise* a été publié en Chine (1948), mais la notion de structure était déjà dans l'air du temps. Notamment, dans les travaux des ethnologues français peu avant la Seconde Guerre mondiale, l'anthropologie est conçue pour avoir comme objectif d'essayer de comprendre l'organisation des structures sociales en dépassant la notion simpliste de fonction sociale, selon laquelle les acteurs agissent pour telle ou telle fonction explicite.

En effet, les seules fonctions sociales ne suffisent pas à expliquer toutes les formes d'actions, la réalité sociale est toujours un système complexe. Je pense que Fei Xiaotong participait de cette façon de voir, mais il n'a pas eu l'occasion de développer ses intuitions plus avant, à cause de l'adoption du communisme en Chine, qui a donné un coup d'arrêt à toutes les recherches en sciences humaines.

Au début des années 1980, il a repris des activités publiques, mais il n'était pas facile de le rencontrer et de discuter avec lui, et d'avoir accès à ses livres parce que la majorité d'entre eux était écrite en chinois.

Est-ce qu'il connaissait Claude Lévi-Strauss ?

Je n'ai aucune information indiquant qu'ils se seraient connus ou rencontrés. Claude Lévi-



Strauss cite certains de ses articles dans les *Structures élémentaires de la parenté*, mais il n'a très certainement pas lu ses travaux post-réformes. En revanche, Fei Xiaotong a renoué quelques contacts avec des anthropologues anglo-saxons, américains, qu'il connaissait avant la révolution communiste.

Peut-être pouvons-nous achever cet entretien sur une question toute simple, à savoir quels sont vos projets de recherche, sur quels sujets vous travaillez ? Vous avez parlé du culte des ancêtres.

Oui, je suis en train d'écrire un livre qui est une monographie de village, en essayant de décrire sa structure sociale.

On peut savoir de quel village il s'agit ?

Oui, il s'agit du village de Shiyong qui se situe dans la province du Jiangxi.

Et qu'est-ce que ce village a de particulier ?

Ce village se situe dans un district où subsiste la pratique du *nuo*, c'est-à-dire des danses masquées remplissant une fonction d'exorcisme, qui ont lieu dans les maisons, et qui sont organisées sur la base des relations de parenté locales.

Merci beaucoup !

Catherine Capdeville-Zeng

Catherine Capdeville-Zeng est anthropologue et sinologue, Professeure dans le département d'Études chinoises de l'Inalco et membre de l'équipe de recherche IFRAE. Son doctorat portant sur la musique rock en Chine a fait l'objet d'une publication en 2001 sous le titre *Rites et Rock à Pékin – Traditions et modernité de la musique rock dans la société chinoise*. Elle s'est ensuite intéressée au monde rural et au théâtre populaire, et a publié en 2012 *Le théâtre dans l'espace du peuple – une enquête de terrain en Chine*. Elle est aussi l'auteure de nombreux articles en français, anglais et chinois sur la société chinoise contemporaine, incluant des thèmes divers comme les différentes formes de rituels (musiques et théâtres, rites religieux, fêtes familiales et villageoises), les relations sociales (parenté, amour, amitié, voisinage), et les structures sociales (morphologie, échanges, institutions, éducation). Liste de ses publications en ligne : <https://ifrae.cnrs.fr/ifrae/membres/membres-permanents/catherine-capdeville/> et <https://www.inalco.fr/annuaire-enseignement-recherche/capdeville-zeng-catherine>.



Yves Carmona
Ancien diplomate

Article Nouveaux Regards

Takaichi Sanae, Première ministre du Japon : **la nouvelle donne politique.**

Par Yves Carmona

Que le lecteur se rassure, l'auteur de ces lignes continuera à écrire sur d'autres pays que le Japon. Mais il est nécessaire, alors que la première femme à diriger le gouvernement de l'archipel débute dans cette fonction, d'essayer de scruter quelle est sa direction.

Le Président Mitterrand l'a déclaré à la fin de son deuxième mandat : « le nationalisme, c'est la guerre » – lui qui n'avait pas hésité en d'autres temps à se monter belliciste. Il est improbable que Mme Takaichi ait puisé dans les idées de l'ancien président français son inspiration politique, mais ce rapprochement nous rappelle au moins une banalité : les hommes et femmes politiques changent.

On le sait, Mme Takaichi a dû tenir compte d'un contexte politique contraint : la fin de l'alliance avec le *Kōmeitō* (décidée par ce dernier) l'a conduite à s'associer au « Parti japonais de l'innovation » (*Nippon Ishin no Kai*), encore plus à droite qu'elle au sein du PLD qui est, depuis sa création en 1955, un parti attrape-tout. Elle se situe résolument dans la mouvance nationaliste.

À peine élue Première ministre, Mme Takaichi fait un début retentissant marqué

par son souci du niveau de vie de ses compatriotes.

Bill Clinton dans sa campagne électorale victorieuse de 1992 avait fait de la formule "it's the economy, stupid !" le slogan central de sa campagne présidentielle. Mme Takaichi l'a bien compris :

- À l'occasion de son discours de politique générale du 24 octobre, elle dénonce en premier lieu la hausse du coût de la vie, promettant que son gouvernement adoptera une politique budgétaire responsable au service d'un « archipel japonais, fort et prospère », afin de satisfaire l'électorat conservateur. Pour complaire à son allié, elle a annoncé une réforme de la sécurité sociale et la création d'un cadre pour établir une « deuxième capitale nationale » – pas sûr que cette innovation-là destinée à Osaka soit très réaliste...
- La négociation avec le parti *Ishin* aboutit à la suppression au 31 décembre de cette année de la « taxe provisoire sur l'essence », expressément réclamée par son nouvel allié.



- Mme Takaichi se dit en même temps favorable à un mécanisme très proche de l'impôt négatif (« le crédit d'impôt à versement ») combinant réduction d'impôt et versement en liquide pour aider les personnes à faibles et moyens revenus.
- Enfin, on apprend le 19 novembre qu'avec le soutien du gouvernement, le gouverneur de Niigata est « sur le point » d'approuver le redémarrage de la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa, pour la première fois depuis que la catastrophe de Fukushima en mars 2011 avait suscité l'arrêt de tout le parc nucléaire de la compagnie TEPCO, provoquant l'alourdissement des factures d'électricité.

Cependant, ce sont les aspects diplomatiques et sécuritaires qui frappent les esprits, en particulier hors du Japon. Mme Takaichi s'engage à relever à 2% du PIB dans le prochain exercice (mars 2026) le budget de la défense, 2 ans plus tôt que prévu par son prédécesseur, indiquant par là que le concept d'un « espace indo-pacifique libre et ouvert » lancé il y a 10 ans par son mentor Shinzō Abe sera un pilier de sa diplomatie.

Sa participation deux jours plus tard au sommet de l'ASEAN (les désormais 11 pays membres d'Asie du Sud-Est) qui traditionnellement s'élargit aux puissances régionales, et où l'influence japonaise est forte, lui a permis de conclure avec eux une déclaration sur la sécurité, le cyber et les technologies de pointe, notamment l'intelligence artificielle.

Le Président Trump, dès son arrivée à Tokyo le 27 octobre pour sa première visite depuis son élection, a saisi l'occasion pour conclure avec la nouvelle Première ministre un mémorandum sur la coopération en matière de construction navale, ainsi que dans 7 domaines scientifiques et technologiques : intelligence artificielle, sécurité de la recherche, standards de télécommunication au-delà des 5ème et 6ème générations, médicaments et biotechnologies, technologie quantique, fusion nucléaire et spatial.

Mme Takaichi a également engagé le Japon à investir 400 milliards de dollars dans 21 projets bénéficiant à l'économie américaine dont des centrales nucléaires de nouvelle génération, une

infrastructure pour alimenter en énergie des *data centers* et une mise à niveau des routes navales. La Première ministre et le président américain ont en même temps confirmé l'accord bilatéral déjà négocié par son prédécesseur, M. Ishiba, sur les droits de douane.

Accompagné de Mme Takaichi et du Secrétaire d'État Marco Rubio, M. Trump a enfin rencontré les familles des personnes japonaises kidnappées par la Corée du Nord de 1977 à 1983, dossier qui avait contribué à la popularité de l'ex-Premier ministre depuis assassiné, Shinzō Abe. Trump les a assurées : « we will do everything within our power » (pour obtenir leur libération et leur rapatriement au Japon).

Autre politique populaire voire populiste allant apparemment dans le sens de son allié, le Parti japonais de l'innovation, dont le slogan est « *Japanese first* » (*Nihon Daiichi*), Mme Takaichi s'est dite en faveur de mesures fortes contre les immigrés illégaux. Le nombre d'étrangers résidant au Japon a en effet atteint environ 3,95 millions de personnes (fin juin), soit 3% de la population. Cette émigration est en fait la conséquence du vieillissement de la population japonaise. Lors de sa première réunion ministérielle sur ce sujet, la Première ministre a examiné les mesures destinées à revoir les règles sur les achats immobiliers par des étrangers (notamment chinois). D'autre part, le ministère de la santé va réprimer les résidents étrangers qui ne s'acquittent pas de leurs dépenses de santé.

Mme Takaichi a également lancé un nouveau conseil d'experts pour une « stratégie nationale de croissance du Japon » reposant sur 17 secteurs critiques dont chacun se verrait allouer un ministre responsable : semi-conducteurs, construction navale, quantique, aérospatial, numérique, cybersécurité, industries de défense et fusion énergétique. Toujours sur le plan économique, elle s'efforcera de réduire l'inflation.

Les résultats sont là : un taux de soutien élevé, bien plus que celui obtenu par ses prédécesseurs immédiats à leurs débuts, et le retour au PLD d'électeurs conservateurs, notamment les jeunes y compris de sexe masculin qui l'avaient abandonné. Cette forte popularité, qui ne s'est pas démentie depuis, est loin de n'être due qu'aux succès (contrastés, voir ci-dessous) de sa diplomatie.

Il n'est pas jusqu'à son aînée, Mme Yuriko Koike, gouverneure de Tokyo qui se félicite de sa



nomination bien que le féminisme ne soit pas sa motivation principale car elle est « la première femme à occuper le poste de Premier ministre depuis 104 générations. Je pense que cela en soi est déjà un message fort. »

Mais c'est avec la Chine que l'action diplomatique de la nouvelle Première ministre est la plus contrastée.

Elle a rencontré pour la première fois le président chinois Xi Jinping, le 31 octobre, à Gyeongju, en Corée du Sud où se tenait la réunion au sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). Le président chinois y a vu un signe favorable, mais quelques jours après changement de ton.

Lors d'une session budgétaire au Parlement qui s'est tenue le 7 novembre, Mme Takaichi a déclaré que si une « situation d'urgence à Taïwan » implique « le déploiement de navires de guerre et le recours à la force », cela pourrait constituer une « situation menaçant la survie du Japon », rendant ainsi possible l'activation de la légitime défense collective. Comme le pense le chercheur français Jean-Pierre Cabestan, « si la Chine attaque Taïwan, il sera impossible au Japon de rester en-dehors du conflit ».

On se rappellera que la notion de « crise existentielle » a été introduite dans la « loi sur la sécurité nationale et la légitime défense collective » promulguée par l'administration Shinzō Abe en 2015.

Celle-ci stipule que si « un autre pays ayant des relations étroites avec le Japon subit une attaque armée, par laquelle l'existence du Japon est menacée, et s'il existe un danger évident que la vie, la liberté et le droit de poursuivre le bonheur de la population soient fondamentalement renversées », le Japon peut alors pour mettre fin à une telle « crise existentielle » recourir à la force et agir en coopération avec d'autres pays. Avant de prendre ses fonctions, Mme Takaichi avait souvent évoqué la possibilité qu'une situation d'urgence à Taïwan puisse relever d'une « crise existentielle ».

Sa franchise (ses prédécesseurs préféraient ne pas répondre) a entraîné une mini-crise avec Pékin : le Consul général chinois à Osaka poste sur le réseau X « Cette sale tête qui s'est mêlée de nos affaires sans y être invitée, nous n'avons d'autre choix que la trancher sans la moindre hésitation. Es-tu prêt ? » (post depuis supprimé), ce qui provoque les protestations du secrétaire

général japonais du gouvernement jugeant ces propos « extrêmement inappropriés » et « menaçants ».

De son côté, la Première ministre a déclaré qu'elle n'avait pas l'intention de « reculer » mais qu'elle éviterait à l'avenir de spécifier des scénarios précis pour « crise existentielle ».

Mme Takaichi jouit pour le moment d'une grande popularité, notamment parce qu'elle n'est pas issue d'une dynastie comme tant d'autres hommes politiques avant elle : elle s'est construite toute seule. Cependant, il se dit que Mme Takaichi s'inspirerait des méthodes de l'ancien Premier ministre Shinzō Abe, dont elle était proche, jusqu'à s'entourer de Vice-ministres de son clan.

Or M. Abe avait consolidé sa base électorale issue du plus grand groupe parlementaire de l'époque ; il ne s'agissait pas non plus d'un gouvernement minoritaire. Le contexte politique dans lequel se trouve Mme Takaichi est donc beaucoup plus difficile et elle risque de paraître sous influence. Il sera intéressant de voir comment elle parviendra à trouver le juste équilibre entre ses positions conservatrices et d'autres plus centristes.

L'affaire de ses déclarations concernant Taïwan a été naturellement instrumentalisée par Pékin, qui remonte aux exactions commises en Chine à partir de 1931 par la soldatesque nippone, et s'offusque également qu'elle ait remis une décoration à l'ex-Représentant du bureau de représentation de Taïpei à Tokyo. Le 17 novembre, Pékin a annoncé qu'il n'y aurait pas de rencontre entre elle et son homologue chinois à l'occasion du prochain G20, et va jusqu'à recommander à ses ressortissants de ne pas se rendre au Japon ou de le quitter car ils y seraient menacés.

Cette crise a naturellement affaibli Mme Takaichi au moment où la traditionnelle protection par le parapluie américain est moins certaine, ce qui inquiète jusqu'au sein de son gouvernement.

Des soupçons de blanchiment d'argent public et de financement illégal continuent de peser sur le Parti de l'innovation *Ishin*, ce qui par contrecoup pourrait fragiliser le gouvernement de coalition de Mme Takaichi.

Signal inquiétant, la Première ministre a nommé M. Ichikawa Keiichi, ancien directeur général du



Bureau des Affaires nord-américaines au Gaimushō, ayant joué un rôle important dans la définition de la diplomatie d'Abe, au poste de secrétaire général du Secrétariat de la Sécurité nationale (et de conseiller spécial du Cabinet), marquant un retour aux méthodes autoritaires de l'ère Abe : la nomination de M. Ichikawa en remplacement de M. Okano Masataka qui venait d'être nommé à cette fonction après avoir été vice-ministre des Affaires étrangères. Celle-ci a été jugée par les médias comme "extrêmement inhabituelle".

Certains analystes la considèrent comme visant à renforcer un "pôle dur" de politique de sécurité, face à des menaces perçues par l'archipel nippon comme croissantes (Chine, renseignement, espionnage, ingérences...).

D'aucuns au Gaimushō craignent que la nouvelle direction reflète un glissement de pouvoir vers une ligne « sécurité dure », et non plus une diplomatie plus traditionnelle.

Yves Carmona

Ancien élève de l'ENA et diplomate, Yves CARMONA a passé la plus grande partie de sa carrière en Asie : conseiller des Affaires étrangères au Japon à deux reprises, premier conseiller à Singapour et ambassadeur au Laos puis au Népal (2012-2018). Dans ces postes comme dans ceux qu'il a occupés à Paris, il a concentré, y compris comme étudiant en japonais, son attention sur l'évolution très rapide des pays d'Asie et de leurs relations avec la France et l'Europe. Désormais retraité, il s'attache à mettre son expérience à disposition de ceux et celles à qui elle peut être utile.



Manon Fleury Kazuyuki Tanaka Chefs étoilés & Young Leaders France-Japon 2025



Regards croisés

Manon Fleury et Kazuyuki Tanaka : deux visions pour une nouvelle gastronomie.

Propos recueillis par Thomas Mulhaupt et Agathe Gravière

Fondation France-Asie : Manon Fleury et Kazuyuki Tanaka, vous êtes Young Leaders de la première promotion France-Japon 2025, mais aussi chefs étoilés par le Guide Michelin. Kazuyuki, en 2015, vous avez ouvert votre restaurant Racine à Reims, qui a obtenu une première étoile en 2017 puis une seconde en 2020. Manon Fleury, votre restaurant Datil a décroché une étoile quelques mois seulement après son ouverture en 2023. Pourriez-vous revenir sur votre parcours ? Quel déclic vous a donné envie de faire de la cuisine votre métier ?

Manon Fleury : Pour ma part, j'ai d'abord suivi un parcours général en obtenant un baccalauréat littéraire à Orléans et en intégrant une classe préparatoire à Paris. Je me voyais poursuivre des études universitaires traditionnelles, peut-être en journalisme ou en sciences politiques. Cependant, au cours de mon année d'hypokhâgne, j'ai ressenti une dissonance forte.

Pendant mes années de lycée, je pratiquais l'escrime à haut niveau, en pôle espoir, avec dix heures de sport par semaine en plus d'un cursus scolaire normal. Après le baccalauréat, j'ai choisi d'arrêter pour me consacrer aux études mais il m'était difficile de contenir mon énergie. Cette

année de classe préparatoire a été assez complexe pour moi et une réorientation vers la cuisine a commencé à faire son chemin dans mon esprit. Je lisais de nombreux articles, des blogs et j'expérimentais auprès de ma famille. Ma mère, sensible à la nutrition et au bio, m'a transmis cette notion essentielle de « bien manger ».

Ainsi, à la fin de l'hypokhâgne, j'ai décidé de m'inscrire en école de cuisine, avec une mise à niveau d'un an pour affirmer mon choix. J'ai effectué un apprentissage au restaurant Ze Kitchen Galerie de William Ledeuil, qui avait une étoile Michelin. J'y ai découvert une cuisine fusion asiatique, thaïlandaise et française. J'ai donc d'abord appris la cuisine à travers cette approche avant même les bases classiques de la cuisine française.

Ensuite, j'ai intégré l'école Ferrandi où j'ai obtenu un bachelor. Chaque année, j'alternais entre des cours et six mois d'expérience dans des restaurants prestigieux aux côtés de chefs ayant des cuisines d'auteur très marquées. J'ai notamment travaillé à La Marine (trois étoiles) à Noirmoutier, le restaurant d'Alexandre et



Céline Couillon et à L'Astrance de Pascal Barbot (trois étoiles). Sa cuisine sensible et centrée sur le produit m'a profondément marquée : je le considère comme un véritable mentor.

J'ai aussi eu l'opportunité de travailler aux États-Unis dans le restaurant Blue Hill at Stone Barns de Dan Barber, près de New York. J'y ai découvert un chef intellectuel, engagé sur les enjeux d'écologie et d'agriculture. Le restaurant « *farm to table* » était à côté d'une ferme d'où provenaient 70 % des produits que nous utilisions en cuisine. Chaque matin, nous avions des réunions d'équipe, une nouveauté pour moi, car en France, le management en cuisine était quasiment absent. Nous goûtions les produits, réfléchissions ensemble aux associations, aux idées. C'est là que j'ai compris la dimension politique et conceptuelle de la cuisine, sa capacité à transmettre des messages.

De retour en France, j'ai eu plusieurs opportunités dont celle d'être sous-chef de d'Éric Trochon au Semilla à Paris. Puis, on m'a proposé mon premier poste de cheffe, pour faire l'ouverture du Mermoz (Paris 8). Ce projet m'offrait une liberté totale : créer une cantine de qualité dans ce quartier avec beaucoup d'entreprises mais peu de restaurants. Je proposais une cuisine de marché, simple mais exigeante ; le succès est arrivé vite notamment car je pouvais compter sur un solide réseau de producteurs et productrices exceptionnels avec lesquels je commençais déjà à travailler en direct. Pendant deux années, j'ai été à la tête de ce restaurant avec beaucoup de responsabilités et cela a posé les bases de mon statut de femme cheffe et de ce que nous faisons aujourd'hui chez Datil.

J'ai voulu mûrir mon projet de restaurant et trouver le cadre idéal. J'ai effectué plusieurs résidences à Monaco et à Paris où j'ai pu apprendre à travailler avec des contraintes et tester le modèle économique de mon projet.

L'ouverture en septembre 2023 de Datil a été plutôt sereine grâce à ces expériences et l'équipe que nous avions déjà constituée au gré des résidences. Seulement six mois plus tard, nous avons obtenu une étoile.

Kazuyuki Tanaka : Je viens de Fukuoka, où mon grand-père tenait un restaurant avec ma grand-mère. Dans ma famille, presque tout le monde est cuisinier, j'ai donc initialement commencé la cuisine plutôt par tradition familiale plus que par passion. Au Japon, je travaillais avec un rythme très intense : de 5h à

2h du matin et mes week-ends étaient consacrés à l'apprentissage des produits et des techniques. À l'origine, je pensais devenir footballeur professionnel mais j'ai arrêté, peut-être trop tôt. Ma famille m'encourageait à devenir cuisinier comme eux. Je me sentais poussé à suivre leurs pas.

Ayant fait le choix de la cuisine plutôt que du football, je me suis investi pleinement pour ne pas regretter et pour réussir dans cette voie. Évidemment, j'ai eu des regrets d'avoir arrêté le football trop rapidement alors que cela aurait pu être une autre voie. De ce fait, j'ai voulu me consacrer complètement à la cuisine pour que cette fois mon choix soit le bon et que je me donne les moyens de réussir dans cette voie.

En 2006, je suis parti en France. Mon père, cuisinier lui aussi, avait travaillé dans un restaurant français au Japon, mais n'avait pas eu la chance de venir en France. Depuis mon enfance, j'avais cette idée en tête : venir en France pour connaître sa gastronomie.

J'ai alors travaillé intensément pour rendre ce projet possible : je dormais trois heures par nuit et j'économisais autant que possible afin de venir en France. Une fois en France, j'ai pu intégrer les cuisines de restaurants trois étoiles où j'ai énormément appris. Enfin, en 2015, j'ai ouvert mon propre restaurant, Racine, à Reims récompensé aujourd'hui de deux étoiles par le Guide Michelin.

Dans votre parcours, on perçoit une forme de sacrifice nécessaire pour atteindre vos objectifs. Pour devenir chef et réussir dans cette voie, la détermination est-elle un élément fondamental ?

Manon Fleury : Oui, la détermination est essentielle, et je crois que nos générations en ont pleinement conscience. Je ressens, chez beaucoup de jeunes cuisiniers et cuisinières, cette volonté d'aller au bout des choses, peu enclins à faire des concessions sur leurs valeurs. Notre métier est tellement exigeant que, si l'on ne travaille pas au niveau auquel on aspire, la déception finit toujours par s'installer. Cette détermination, pour moi, c'est surtout la volonté d'être à la hauteur de ses propres exigences dans un métier qui demande énormément.

Kazuyuki Tanaka : Pour moi aussi, la détermination a été cruciale, avec une vraie part de sacrifice. Quand j'ai décidé de devenir chef, je travaillais dans deux restaurants en même temps au Japon, je dormais neuf heures par semaine, j'économisais tout ce que je pouvais pour poursuivre mon rêve. Mais pour donner le maximum, il faut trouver un



équilibre dans son esprit et dans son corps. Quand on est jeune, on a peu d'expérience mais beaucoup d'énergie ; à quarante ans, c'est l'inverse : moins de force, mais beaucoup d'expérience. Ce qui reste constant, en revanche, c'est l'apprentissage. Racine repose là-dessus : continuer à apprendre avec détermination pour provoquer de l'émotion.

Au quotidien, vous devez concilier une carte, un menu, la saisonnalité, sans oublier les modes et les tendances qui peuvent vous influencer. Comment parvenez-vous à maintenir votre créativité dans ce cadre ? Et quelles sont vos principales sources d'inspiration ?

Kazuyuki Tanaka : Je ne cherche pas réellement d'inspiration, je travaille surtout à l'instinct. Pour moi, l'apprentissage est, avant toute autre chose, la base de mon métier.

Aujourd'hui, j'ai quarante ans et mon restaurant fête ses dix ans. Avant d'ouvrir Racine, j'apprenais chaque jour de nouvelles techniques, de nouvelles façons de travailler les produits. Mais lorsque l'on dirige son propre restaurant, c'est très différent. Pendant dix ans, sans vraiment m'en rendre compte, j'ai peu à peu arrêté d'apprendre.

Récemment, je me suis demandé comment ne pas m'ennuyer et j'ai tenté des nouveautés qui ont plu à mes clients, mais cela ne me suffisait pas. Alors j'ai décidé d'essayer de dessiner. Aujourd'hui mes menus intègrent des dessins afin de transmettre mes idées et ma vision aux clients. Cela me permet d'offrir un regard complet sur le produit à mes clients.

Pour moi, dans un restaurant, chacun doit apprendre : le chef, les cuisiniers, les clients. L'apprentissage est indispensable pour créer du sens et ne pas stagner. Il y a deux mois j'ai trouvé cette voie : apprendre constamment ! L'inspiration n'est pas nécessaire selon moi, l'apprentissage est la clé.

Manon Fleury : Pour trouver l'inspiration, je note absolument tout, et de manière très détaillée. Je cherche, j'étudie les produits, j'essaie de les comprendre. Quand je travaille sur un nouveau plat, j'échange beaucoup avec mes équipes : c'est un processus d'allers-retours où l'on part d'un produit ou d'une idée classique de la cuisine française, puis on y apporte notre propre touche, en lien avec notre histoire ou l'histoire du produit lui-même.

Nous avons récemment créé un dessert autour du maïs. Pour y parvenir, nous avons étudié le sujet : l'épi, les feuilles, ce qui est comestible ou non, comment utiliser la soie de maïs, etc. Ce travail de recherche nourrit la réflexion et fait naître l'inspiration. Dans ce processus créatif, la discussion collective est essentielle. Chacun apporte son expérience, ses savoir-faire, ses références. L'échange fonctionne dans les deux sens, cela me permet, en tant que cheffe, de toujours apprendre.

En général, après une semaine de travail, nous aboutissons à un plat qui nous satisfait. Nous le réalisons plusieurs fois avant d'en écrire la recette. Ainsi, nous gardons en mémoire ce que nous avons fait et nous pouvons relire d'anciennes recettes pour les faire évoluer. Comme un peintre retravaille sa peinture, je retravaille mes recettes pour les simplifier ou les modifier.

Vous êtes tous les deux Young Leaders France-Japon et vous êtes à la tête de brigades, mais aussi des entrepreneurs. Le rôle d'un leader repose sur la capacité à fédérer. Comment parvenez-vous à mobiliser vos équipes et à les faire adhérer à votre vision ?

Manon Fleury : Dans mon restaurant, nous accordons une place importante à la communication interne, notamment à travers des réunions régulières. Nous avons mis en place une équipe managériale composée de la cheffe, de la sous-cheffe, de la responsable de salle et de la sommelière.

Une réunion hebdomadaire nous réunit afin de définir les grands axes du restaurant et de transmettre la philosophie de la maison.

Grâce à un accompagnement, nous avons également travaillé sur la manière de donner davantage d'autonomie aux équipes. C'était une volonté initiale mais que nous avons des difficultés à mettre en œuvre dès l'ouverture.

Nous avons progressivement instauré des process : organisation du rangement, protocoles de nettoyage, guide de bonne conduite pour prévenir certains comportements, et, si nécessaire, des réunions de recadrage afin de réexpliquer et grandir le respect des valeurs qui nous sont essentielles. La communication, les temps de réunion et la création d'un environnement où chacun se sent en sécurité constituent, selon moi, les bases du leadership. Il s'agit de protéger l'équipe, de réduire au maximum le stress et de



permettre à chacun de s'épanouir pour avancer ensemble.

Kazuyuki Tanaka : Le leadership dans une brigade reste quelque chose de complexe. J'aime créer des recettes à partir de mes sensations et de mes idées. Avoir un second de cuisine pourrait sembler plus simple, mais pour moi c'est difficile, car la cuisine repose sur des émotions. Je peux écrire une recette, mais derrière chaque plat, il y a une impression personnelle. Si je transmets uniquement la recette à mon sous-chef, il ne pourra pas ressentir exactement les mêmes émotions que celles qui m'ont guidé lors de la création. Le résultat ne sera jamais tout à fait identique. La question est donc : comment transmettre ?

J'ai appris la cuisine de manière très traditionnelle. J'y ai appris la technique, mais aussi l'importance de la transmission. Pour progresser, il faut avancer, parfois sans trop intellectualiser. Il y a toujours des obstacles, mais je pense qu'en tant que leader, il est important de montrer la force nécessaire pour les surmonter.

À mes yeux, la cuisine implique un changement permanent : il faut avancer, se confronter à soi-même, et persévérer malgré les difficultés.

Pour moi, le leadership consiste avant tout à incarner cette progression, à avancer, et à tracer un chemin que l'équipe peut suivre.

Être chef, c'est aussi incarner des valeurs et une mission. Quelles sont celles que vous souhaitez défendre au quotidien dans vos restaurants ? Pour vous, quelle est la mission qui guide votre travail lorsque vous accueillez des convives, et qu'aimeriez-vous qu'ils emportent avec eux en partant ?

Manon Fleury : Je garde comme ligne directrice de prendre du plaisir, même lorsque nous cherchons à proposer une expérience particulière ou à transmettre des messages. Nous travaillons avec des producteurs et productrices engagés, nous défendons certaines valeurs. On peut simplement venir chez Datil pour passer un bon moment sans se poser de questions, c'est tout à fait possible. Si l'on a envie d'en apprendre davantage sur l'écosystème derrière l'assiette, c'est possible, notre équipe en salle s'adapte aux envies et à la curiosité de chacun.

Kazuyuki Tanaka : Ma vision est un peu différente. Je cherche avant tout à donner le maximum. Je ne connais pas mes clients mais ce qui importe,

c'est de cuisiner comme si chaque plat était le dernier repas que je préparerais. Cette idée me permet de puiser toute mon énergie et de transmettre le plus possible.

J'imagine aussi que je cuisine pour des personnes qui me sont chères ; cela m'aide à me concentrer pleinement sur mon travail. Je ne souhaite pas seulement satisfaire : je veux offrir un moment inoubliable, pour lequel je me donne entièrement, sans rien regretter. J'aimerais que ce soit, pour chacun, le meilleur repas de sa vie. J'essaie de transmettre le maximum de sentiments et d'émotions.

Vous êtes confronté à une forte pression et à diverses formes de critique : personnelle, professionnelle et de la part des clients. Dans ce contexte, renoncer à vos étoiles serait-il envisageable ?

Manon Fleury : À mon sens, l'étoile est un véritable vecteur. Elle a une importance pour ce qu'elle apporte au restaurant comme à l'équipe. J'essaie d'être fière de mon travail et de celui de mes collaborateurs, mais cela ne suffit pas à faire vivre une maison : la critique professionnelle a donc sa place.

En revanche, j'assume mes choix. J'assume qu'un plat puisse être critiqué, parce que je suis convaincue de sa pertinence. J'accepte la singularité, parfois même le côté dérangentant comme une démarche artistique. Certains plats peuvent être clivants et provoquer des réactions vives, positives ou négatives ; c'est aussi une richesse. Toutefois, il m'arrive de tempérer certains partis pris trop radicaux, de « lisser » légèrement ce qui pourrait susciter trop de rejet, afin de trouver un équilibre.

Kazuyuki Tanaka : L'étoile n'est pas le fondement de mon travail. Ma propre exigence et la satisfaction personnelle que je retire de ce que je fais dépasse la critique professionnelle. Bien sûr, une étoile est une reconnaissance, mais ma priorité reste la qualité de mon travail.

Si ce que je fais ne plaît plus, alors j'arrêterai la cuisine. Lorsque je cuisine, je ne goûte pas mais je travaille à l'instinct. Je cherche à créer quelque chose de bon de manière instinctive. Si mes clients me disent que ma cuisine n'est plus bonne, je considérerai que mon talent est parti et j'arrêterai. Je me donne chaque jour entièrement, parce que je crois en ma cuisine. Mais si cette énergie disparaît, si le talent s'essouffle, cela n'a plus de sens de continuer.



Aujourd'hui, j'étends aussi ma démarche au dessin, qui vient compléter ma vision. Mais au centre, il reste cette idée : tant que le talent est là, je continue ; s'il s'éteint, je m'arrête.

Vous avez participé à votre premier séminaire dans le cadre du programme Young Leaders France-Japon, à Paris et Strasbourg. La seconde partie du programme aura lieu au Japon au printemps 2026. Que vous a apporté cette expérience de dialogue avec des personnalités de votre âge mais issues de secteurs différents ? Certains moments vous ont-ils particulièrement marqué ?

Manon Fleury : Cette expérience a été très enrichissante. Échanger avec des personnes issues de domaines aussi différents, chacune experte dans son secteur, a été particulièrement stimulant. Même lorsque l'on maîtrise son propre domaine, l'ouverture vers d'autres univers est capitale. Cela m'a poussée à m'investir encore plus intensément dans ma propre expertise pour la partager.

La diversité des profils, leur curiosité et leur dynamisme ont créé une véritable émulation. J'en garde le souvenir de rencontres marquantes, de personnalités avec lesquelles j'aimerais poursuivre un apprentissage mutuel au-delà du programme.

Kazuyuki Tanaka : Je n'ai pu participer qu'aux deux premiers jours, au cours desquels nous avons notamment visité plusieurs musées et échangé sur l'art. Ces moments m'ont inspiré et ont renforcé mon envie d'apprendre le dessin, un moyen d'expression que je commence à intégrer dans mon travail au restaurant.

Le fait que chacun vienne d'un secteur totalement différent est une chance. Échanger avec des personnes ayant d'autres métiers et d'autres expertises ouvre des perspectives nouvelles. Cela nourrit l'inspiration et enrichit la manière dont j'aborde mon propre métier.

Manon Fleury

Après avoir travaillé dans les cuisines d'Alexandre Couillon, de Pascal Barbot et de Dan Barber à New York, les choix de Manon FLEURY reflètent autant son engagement en faveur de pratiques vertueuses que son ambition d'excellence. En 2018, alors qu'elle n'avait que 27 ans, elle a pris les rênes du Mermoz et a ravi les critiques avec sa cuisine de conviction : responsable, saisonnière et inspirée par les plantes. Après une série de résidences à Monte-Carlo et à Paris, elle a ouvert en septembre 2023 son premier restaurant, Datil, au cœur du quartier du Marais à Paris. À peine six mois après l'ouverture, Manon Fleury a obtenu 1 étoile Michelin à l'âge de 32 ans. Ancienne championne d'escrime, Manon Fleury était l'une des six ambassadrices du programme des volontaires Paris 2024. Elle y a défendu sa vision d'une cuisine contemporaine fondée sur les valeurs du bien manger et de l'esprit d'équipe. Manon a publié le livre Céréales aux Editions Flammarion.

Kazuyuki Tanaka

Kazuyuki TANAKA commence par perfectionner ses compétences dans de magnifiques restaurants japonais pendant cinq ans. Il travaille sans relâche pour économiser de l'argent et avec un Guide Michelin en main, il s'envole pour la France en 2006 afin d'approfondir ses connaissances. Cette soif d'apprendre le conduit à effectuer des stages dans des établissements étoilés Michelin auprès des chefs Gilles Tournadre, 2 étoiles au Gill à Rouen, Emmanuel Renaut, 3 étoiles au Flocon de Sel à Megève, puis David Zuddas, 1 étoile à l'Auberge de la Charme à Prenoys, où il est chef de partie et rencontre sa femme Marine, qui travaille également en cuisine comme commis. En 2015, Kazuyuki et sa femme Marine décident d'ouvrir leur propre restaurant en France. En 2017, le chef japonais obtient sa première étoile Michelin, suivie d'une deuxième en 2020 à l'âge de 35 ans. En 2018, il est également nommé « Grand de Demain » par le guide Gault&Millau.

Le programme « Young Leaders » de la Fondation France-Asie réunit tous les ans, et pour chacun des « pays chapitre » de la Fondation, une trentaine de personnalités françaises et du pays d'Asie. Âgées de moins de 45 ans, elles seront amenées à jouer un rôle important dans leur pays et dans les relations franco-asiatiques et internationales. Le programme inclut des sessions de discussion selon l'actualité des deux pays, des rencontres avec des personnalités de premier plan, ainsi que des visites de sites industriels ou de lieux importants de la vie politique et culturelle du pays.



François Bibonne

Auteur, réalisateur et producteur de documentaires

Entretien Nouveaux Regards

Découvrir le Vietnam contemporain à travers l'art du documentaire.

Propos recueillis par Thomas Mulhaupt et Agathe Gravière

Fondation France-Asie : François Bibonne, vous êtes auteur, réalisateur et producteur de documentaires installé aujourd'hui à Hanoï. Vous venez de réaliser votre second documentaire, *Once Upon a Bridge in Vietnam II* [1], prolongeant le volet précédent. Comment vos études, votre relation à la musique et votre histoire familiale ont façonné ce besoin de raconter le Vietnam à travers des sujets parfois inattendus ? Comment êtes-vous devenu réalisateur de films documentaires ?

François Bibonne : Je me destinais initialement au piano. Après une classe préparatoire et un master d'histoire contemporaine, je me suis dirigé vers la musique en travaillant intensément mon instrument, le piano, en prenant des cours et en m'essayant à une carrière professionnelle. Mon stage au Conservatoire américain de Fontainebleau a été un tournant : en filmant et en interviewant des musiciens, j'ai découvert la caméra. Sans formation audiovisuelle, j'ai commencé à apprendre en autodidacte ; c'était ma première véritable école d'images.

Le véritable déclic a eu lieu en 2018, lorsque ma grand-mère vietnamienne est décédée. Je suis parti au Vietnam pour la première fois afin de lui rendre hommage. Ce voyage a été une expérience profondément marquante, presque transcendante. À mon retour à Paris, un

passage dans un label de musique classique m'a poussé à m'interroger sur la présence, ou plutôt l'absence, de musique classique au Vietnam : peu d'articles, peu de données, un orchestre national avec peu de visibilité. Je suis alors retourné au Vietnam pour comprendre la place de la musique classique dans le pays.

Je suis reparti juste avant la pandémie de Covid, puis soudain les frontières se sont fermées, et je me suis retrouvé installé sur place. J'ai pu apprendre à filmer de manière empirique, chaque jour. J'ai vécu la fermeture comme une chance car cela m'a offert une véritable tribune médiatique.

Grâce à ce premier film, *Once Upon a Bridge in Vietnam I*, j'ai affirmé ma place de réalisateur. Après un an et demi au Vietnam, je suis revenu en France, où j'ai rencontré des associations vietnamiennes et organisé des projections auprès de la diaspora.

Il y a un an, je suis retourné au Vietnam pour achever le second volet, commencé deux ans plus tôt. Ce nouveau film prolonge mon exploration du pays, toujours portée par la musique, la mémoire et ce lien intime avec mes origines.



Comment se structure aujourd'hui la scène de la musique classique au Vietnam ? Quelle est son histoire récente et quels en sont les artistes ou institutions incontournables ?

La musique classique, au Vietnam, recouvre deux réalités différentes. D'un côté, il y a la musique dite « classique » au sens européen, structurée autour d'orchestres, de conservatoires, d'un répertoire et des échanges internationaux. De l'autre, il y a la musique classique vietnamienne, c'est-à-dire la musique traditionnelle, portée par des instruments et des formes propres au pays.

Pour la partie « occidentale », le Vietnam s'organise autour de deux pôles : Hanoï et Hồ Chí Minh-Ville, chacun doté d'un orchestre et d'une académie de musique. Ce réseau est évidemment bien plus restreint qu'en France, mais de ce fait, il est possible de rencontrer plus facilement les principaux musiciens, professeurs ou compositeurs, et de comprendre comment cette scène fonctionne. On y retrouve un héritage français très présent dans le répertoire et les méthodes d'enseignement, ainsi qu'un héritage russe. Aujourd'hui encore, beaucoup de musiciens vietnamiens se sont formés en Russie, et d'autres partent aux États-Unis ou au Canada.

Le pianiste le plus emblématique de la scène vietnamienne est Đặng Thái Sơn, devenu une figure internationale, lauréat du prestigieux concours Chopin en 1980, professeur au Canada, et véritable héros national. À Paris, la fondation Nguyen Thiên Đạo contribue également à préserver et diffuser l'œuvre du compositeur éponyme, figure majeure du lien musical entre la France et le Vietnam.

Mais en travaillant sur mon premier film, l'enquête m'a naturellement conduit vers la musique traditionnelle, qui est en réalité la « musique classique » vietnamienne. J'ai découvert un univers d'une grande richesse et cette exploration est devenue un tiers du premier documentaire.

Autrement dit, en cherchant à raconter la musique classique au Vietnam, je me suis retrouvé à raconter deux traditions qui coexistent, se répondent, s'influencent et qui dessinent une histoire musicale beaucoup plus complexe et passionnante qu'il n'y paraît.

Comment la musique traditionnelle vietnamienne s'inscrit-elle dans le paysage musical d'Asie du Sud-Est ? En quoi se distingue-t-elle et quelle est son identité propre ?

Il existe d'abord une forte filiation avec la Chine. Certains instruments vietnamiens, comme le tỳ bà, une sorte de guitare, viennent directement de cette influence. Dans les montagnes du Nord, les minorités ethniques partagent aussi des répertoires, des accents et des rythmes proches de ceux du sud de la Chine, ce qui s'explique par leur présence des deux côtés de la frontière.

À côté de ces héritages, on trouve des instruments profondément vietnamiens, comme le đàn bầu ou le đàn nhị, dont les sonorités sont immédiatement identifiables, ainsi que des formes vocales uniques, à l'image du ca trù, un chant de cour anciennement interprété dans les milieux impériaux.

Mon travail s'est surtout concentré sur le Nord du pays, pour des raisons pratiques puisque je vis à Hanoï. Comme en France avec ses terroirs, la diversité musicale est très marquée selon les régions, et l'étalement géographique du Vietnam accentue cette variété. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est impossible de présenter une vision exhaustive de la musique vietnamienne, ou même du football. Mon approche n'a rien d'encyclopédique ; elle s'appuie plutôt sur une subjectivité assumée et sur des thèmes qui me servent de portes d'entrée pour raconter le pays.

D'un point de vue sociologique, que révèle la pratique et l'écoute des différents répertoires musicaux au Vietnam ? Comment ces pratiques évoluent-elles aujourd'hui ?

La réalité est assez simple : la musique classique occidentale reste majoritairement pratiquée par les classes aisées. Les salaires dans les académies ou les conservatoires sont très faibles tout comme les cachets de concert aussi. Seuls des musiciens qui ne dépendent pas entièrement de leur pratique pour vivre peuvent se consacrer dix heures par jour à leur instrument. Cette dimension sociale crée un entre-soi, comparable à ce que l'on observe encore en France malgré une démocratisation importante.

La musique traditionnelle, en revanche, est beaucoup plus accessible. Elle repose sur une transmission orale, ce qui la distingue profondément de la musique classique occidentale fondée sur l'écriture, la formation musicale et la partition. Elle circule dans des milieux variés, y compris les zones rurales, où les



musiciens perpétuent des savoir-faire au-delà des cadres institutionnels.

Il existe toutefois des passerelles. Les conservatoires de Hanoï et de Hô Chi Minh-Ville enseignent aussi la musique traditionnelle mais avec des méthodes héritées de l'Europe : harmonie, solfège, transcription. Cela crée une forme d'hybridation entre cultures musicales vietnamienne et européenne. Mais si l'on quitte les institutions et que l'on va dans les campagnes, on retrouve des pratiques très éloignées de cette influence. C'est cette diversité qui rend l'ensemble difficile à enfermer dans une seule catégorie sociale ou esthétique.

Pourquoi avoir choisi la musique comme premier terrain d'exploration au Vietnam, plutôt qu'un autre sujet ?

La musique est présente pour beaucoup de raisons. D'abord, la musique apporte de l'inspiration. D'un point de vue technique, je ne peux pas monter un film sans sa musique. C'est elle qui éclaire tout, qui donne le rythme et la respiration du récit.

Ensuite, la musique a été un appui essentiel. Quand je suis arrivé au Vietnam, j'avais besoin d'un point d'attache qui me relie à la France. La musique a joué ce rôle : elle m'a accompagné. Et même lorsque je me suis tourné vers le football, un domaine où je n'avais pas de réelle connaissance au départ, la musique est restée là. Elle a continué à m'aider à avancer, à structurer mes recherches, à mener mes entretiens. Elle influence ma manière de regarder le monde, et me donne peut-être un point de vue un peu différent, plus sensible, plus rythmique.

C'est pour toutes ces raisons que la musique s'est imposée comme premier sujet. Elle n'est jamais très loin, quel que soit le film.

Avant d'évoquer votre second film, quels obstacles avez-vous rencontrés pendant la réalisation du premier volet ? Votre histoire personnelle a-t-elle facilité certaines démarches ou, au contraire, une forme de distance avec vos interlocuteurs ?

En réalité, ce qui a le plus facilité mes démarches, c'est l'héritage vietnamien transmis par ma grand-mère. Dès que je mentionne ce lien auprès de mes interlocuteurs, la relation change. Ils comprennent d'emblée d'où je viens et pourquoi je m'intéresse à leur culture. C'est presque une évidence partagée, une forme de légitimité naturelle.

Quant à la langue, ce n'est pas un obstacle non plus. Le milieu de la musique classique est très internationalisé : beaucoup de musiciens parlent anglais, certains parlent français, et lorsque ce n'est pas le cas, il y a toujours des personnes bilingues que je peux faire intervenir sur les tournages. J'ai quand même constaté quelques différences régionales mais le pays est globalement très ouvert.

Pour le reste, il y a eu bien sûr des obstacles, de nature très différente, mais pas liés à mon identité. Ils relèvent plutôt des réalités du terrain, du fonctionnement des institutions, des imprévus qui jalonnent tout projet documentaire ou du manque de financement [2].

Vous êtes parti de la musique, et votre second film vous a conduit vers un tout autre univers, celui du football. Comment ce passage s'est-il opéré ?

La transition vers le football s'est faite de manière fortuite. Après avoir terminé mon premier film, je souhaitais continuer à travailler au Vietnam, mais sans idée précise de sujet. Le football est apparu presque naturellement, parce que c'est une thématique présente partout dans le monde, presque banale. Et en même temps, il y avait un paradoxe intéressant : en Europe, on connaît très peu le Vietnam à travers ce prisme-là. C'était déjà un premier critère qui me rappelait la situation de la musique classique vietnamienne, dont on ne sait presque rien depuis la France.

Ensuite, quelques anecdotes ont éveillé ma curiosité. Une femme m'a raconté qu'il y a trente ans, lors d'un voyage au Vietnam, elle avait plaisanté en disant qu'elle faisait partie de la famille de Zidane ; des centaines de personnes s'étaient alors regroupées autour d'elle. Ce genre de scènes dit quelque chose de fascinant sur la place du football dans le pays, et ça m'a planté quelques graines dans mon esprit.

Et il y a eu un déclencheur : j'ai appris que le sélectionneur de l'équipe nationale était français, Philippe Troussier, qui avait entraîné le Japon précédemment. C'était une opportunité idéale pour entrer dans le milieu du football vietnamien. Je l'ai rencontré très tôt, ce qui m'a permis d'accéder à la fédération et de commencer mes recherches. Mais quelques mois plus tard, il a été renvoyé après une série de mauvais résultats. Le rejet était extrêmement fort dans l'opinion publique. J'ai donc changé mon angle d'approche du second documentaire sur le football pour m'intéresser plus non plus seulement à lui mais au sujet en général.



Finalement, ce second film a été plus rapide à tourner que le premier, car je menais le tournage et le montage en parallèle. En revanche, il a été beaucoup plus complexe sur le plan artistique. Au départ, j'étais perdu.

Dans le documentaire, le processus de recherche fait partie intégrante du film final. Filmer revient à réfléchir à voix haute et je savais que beaucoup de séquences ne seraient jamais utilisées, mais je devais passer par là. Je me suis rendu compte que je ne pouvais pas faire ce film en multipliant les allers-retours. Il fallait vivre sur place, retrouver un rythme vietnamien, une façon de regarder les choses qui ne s'acquiert qu'en y étant au quotidien.

Cette expérience accumulée au fil des jours ne se voit pas forcément dans les images mais elle se ressent dans le film. C'est en m'immergeant dans la vie vietnamienne, sur la durée, que j'ai retrouvé la cohérence du récit et que le film a pu trouver sa forme.

Dans de nombreux pays, le football est étroitement lié à la vie politique. Qu'en est-il au Vietnam ? Comment ce sport a-t-il accompagné, reflété ou parfois bousculé l'histoire du pays ?

Des historiens ont montré que, dès la période de l'occupation française, le football a servi d'espace de politisation. Les terrains deviennent alors des lieux où circulent des idées nouvelles, parfois révolutionnaires. C'est assez fascinant de voir comment un sport importé peut devenir un outil d'affirmation identitaire. Un moment très symbolique illustre bien cette dimension : en 1946, Hồ Chí Minh organise un match entre une équipe vietnamienne et une équipe française. Ce geste n'a rien d'anodin : il marque que le football peut devenir un instrument diplomatique, un langage commun permettant d'exister sur la scène internationale.

Dans les années 1990, avec l'ouverture économique, le football prend une autre fonction. Il devient un vecteur pour les marques qui s'installent dans le pays et accompagne les premières compétitions internationales organisées au Vietnam. C'est une période où le pays s'ouvre et où le ballon rond participe à raconter cette transformation.

Aujourd'hui, le championnat national, la V-League 1, structure le paysage du football vietnamien. Les clubs dominants se trouvent souvent au Nord, notamment à Hanoï, qui concentre une grande partie des talents. Une équipe comme Hanoï Police, récemment relancée, incarne bien cette dynamique. En revanche, les exportations de joueurs restent

rare. Un seul joueur très connu, Nguyễn Quang Hải, a tenté une aventure en France, à Pau. Côté féminin, une joueuse comme Huỳnh Như évolue au Portugal, dans un championnat d'excellent niveau, mais ce type de trajectoire reste exceptionnel. Il y a une histoire sportive et politique entremêlée, et finalement très révélatrice du Vietnam contemporain.

Quelle place occupe le football dans la société vietnamienne aujourd'hui, est-ce le sport le plus regardé ?

Le football est le sport numéro un au Vietnam. La qualification récente de l'équipe féminine pour la Coupe du monde a suscité une immense fierté nationale, presque une forme d'euphorie collective. Cela dit, l'attention reste encore très majoritairement tournée vers le football masculin. Pour l'équipe nationale, l'effervescence est réelle. Au moindre succès, les rues s'embrasent. Lorsque le Vietnam a remporté récemment la Coupe de l'ASEAN, l'ampleur des célébrations était impressionnante. Le football devient alors un moment collectif où tout le pays semble battre au même rythme.

Cependant, pour chacun de mes films, que ce soit celui sur la musique classique ou celui sur le football, l'idée n'a jamais été d'évaluer le niveau, la performance ou la notoriété internationale. Je ne porte aucun jugement sur la qualité des orchestres ou des équipes. Ces domaines me servent avant tout de prisme, pour raconter quelque chose sur le Vietnam. Ce sont des portes d'entrée vers une réalité culturelle, historique et sociale, bien plus que des sujets traités pour eux-mêmes.

Pour aller au-delà du cadre de vos films et dépasser la musique classique et le football, pourquoi vous êtes-vous dirigé vers le documentaire plutôt que vers la fiction ? Qu'est-ce qui vous attire dans cette manière de raconter le réel à travers des enquêtes et des recherches ?

J'aime toujours commencer par distinguer clairement documentaire et fiction. Pour moi, un documentaire vraiment abouti finit toujours par toucher à la fiction, et inversement, certaines fictions très réussies prennent l'allure de documentaires tant elles se nourrissent du réel. Lorsque je suis au Vietnam, même si je travaille au cœur du réel, j'ai souvent l'impression d'être dans une fiction.



Il y a une forme de narration naturelle qui se met en place, des personnages, des rebondissements, des situations qui ressemblent presque à des scènes écrites. Et c'est pour ça que, dans ma façon de filmer, le documentaire devient une manière de raconter une histoire autant qu'une manière d'observer.

Je n'ai jamais cherché à faire des films encyclopédiques. Ce n'est pas du tout la forme qui m'attire. Ce que je fais se situe peut-être quelque part entre l'auto-fiction, le carnet de voyage et le documentaire d'enquête. N'ayant pas une formation audiovisuelle classique, je sors fréquemment des codes académiques du documentaire. Je les connais, mais je m'en écarte.

Pourtant, ce sont bien des documentaires : ils reposent sur des entretiens, sur des recherches, sur un travail de terrain structuré. D'ailleurs, le premier et le second ont été sélectionnés au Festival international des cinémas d'Asie de Vesoul, ce qui montre que ce format-là trouve aussi sa place dans l'écosystème documentaire.

Le documentaire est une manière de creuser le réel. Et puis il y a un aspect très concret : la fiction demande des moyens, des équipes, des budgets importants. Peut-être qu'un jour j'y viendrai, j'aimerais beaucoup.

Aujourd'hui, le documentaire me permet de faire exactement ce que j'ai envie de faire : raconter des histoires vraies, mais avec la liberté narrative de la fiction.

Dans votre premier documentaire, les prémices du second étaient visibles. À présent que ce volet s'achève, une nouvelle idée commence-t-elle à émerger ? Un troisième projet est-il en train de naître dans votre esprit ?

Rien ne s'impose avec évidence. En revanche, les projections du premier film, puis celles du second, notamment la dernière à Harvard le 19 novembre, ont fait émerger un sujet qui me fait réfléchir : la diaspora vietnamienne, non seulement en France mais aussi dans le reste du monde. La manière dont cette diaspora reste soudée, quelles que soient les générations ou les pays m'intéresse.

Cela pourrait devenir la base d'un film construit autour d'un thème plus intime, peut-être une famille ou un parcours particulier. Cette cohésion m'a toujours frappé, d'autant plus que, par contraste, en tant que Français au Vietnam, je n'ai jamais vraiment ressenti l'existence d'une diaspora française ni de mécanismes de solidarité comparables. À chaque événement auquel j'ai participé, en Belgique, en France, en Angleterre ou aux États-Unis, j'ai retrouvé le même esprit vietnamien, très vivant et très présent. Et ce qui est encore plus frappant, c'est de voir des Français qui n'ont aucun lien familial avec le Vietnam s'identifier eux aussi à cette diaspora.

[1] *Once upon a Bridge in Vietnam II*, Official Trailer : https://www.youtube.com/watch?v=Zt5SHF_f0pY

[2] *Once upon a Bridge in Vietnam II*, Crowdfunding : <https://www.gofundme.com/f/once-upon-a-bridge-in-vietnam-2>

François Bibonne

François Bibonne est auteur, réalisateur et producteur de documentaires français installé à Hanoï. Après des études littéraires et un parcours marqué par une profonde passion pour le piano, il part au Vietnam pour comprendre le pays de sa grand-mère et réalise une série documentaire, *Il était un pont au Vietnam* (*Once Upon a Bridge in Vietnam*). Son œuvre, empreinte de sa passion pour la musique classique, explore inlassablement la question des origines et du lien entre les cultures.



**FONDATION
FRANCE-ASIE**

Fonds de préfiguration

La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante
consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président

Nicolas Macquin

Directeur Général

Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication

Jean-Raphaël Peytregnet

Édition

Agathe Gravière

15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur, contacter :

jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.

ISSN 3077-0556



LVMH



L'ORÉAL

TIKEHAU
CAPITAL



SIMAERO

A&O SHEARMAN

BRUNSWICK